



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI NEGOCE

36, rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 2025-488
Code AIOT : 0010003931

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement AGRI NEGOCE implanté la Gare de Crotelles 37110 Villedômer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection suite à l'incendie d'un séchoir à grains (tournesol) du 22/10/2024.

Pour mémoire: Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence en date du 24/10/2024 a été rédigé suite aux conséquences de cet incendie afin de gérer la phase accidentelle et le post accident (prélèvements environnementaux cf présence d'amiante liée, gestion des déchets, rapport accident, renforcement de la structure du séchoir pour permettre la reprise du trafic ferroviaire...)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI NEGOCE
- la Gare de Crotelles 37110 Villedômer
- Code AIOT : 0010003931
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silos de stockage de céréales , avec boisseaux chargement train.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	AP Complémentaire du 29/07/2002, article I.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	APMU 37-2024-10-24 - Remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration d'accident	AP Complémentaire du 29/07/2002, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Moyens de lutte contre	AP Complémentaire du 29/07/2002,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'incendie	article I.4-11	prescription	
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2002, article I.6-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	APMU 37-2024-10-24 - Mesures immédiates conservatoires	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 2	/	Sans objet
6	APMU 37-2024-10-24 - Remise de la fiche incident et du rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 3	/	Sans objet
8	APMU 37-2024-10-24 - Diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 5	/	Sans objet
9	APMU 37-2024-10-24 - Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 6	/	Sans objet
10	APMU 37-2024-10-24 - Gestion des déchets liés au sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2002, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025

Prescription contrôlée :

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Constats :

Constat de la visite du 23/10/2024:

L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais l'incendie à l'inspection des installations classées.

Constat de la visite du 27/06/2025:

L'exploitant a transmis un rapport d'accident dans le cadre de l' Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence. Ce rapport n'appelle pas d'observation.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2002, article I.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent satisfaire aux dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Constats :

Constat de la visite du 23/10/2024:

L'exploitant n'a pas présenté de plan d'action pour lever les écarts relevés dans les rapports de vérifications électriques.

Constat de la visite du 27/06/2025:

<p>Le compte rendu de vérification Q18 fait état d'une installation qui présente des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>La non-conformité est reconduite</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2002, article I.4-11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs doivent être matérialisés sur les sols et les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteau incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau doivent être incongelables et munis de raccord normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance.</p> <p>Le réseau d'eau d'incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 23/10/2024:</p> <p>La réserve incendie mentionnée dans l'EDD du site et présentée comme une mesure de prévention et de protection n'existe pas.</p> <p>Ce constat fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/01/2025 (article 2).</p>

<p>Constat de la visite d'inspection du 27/06/2025: En concertation avec le SDIS 37, l'exploitant a installé sur son site une réserve incendie en citerne souple de 240 m3 équipée de 2 raccords d'aspiration normalisés de 110 mm.</p> <p>Pas de non-respect constaté. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 02/01/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2002, article I.6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux résiduaires d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales de ruissellement sur les sols et les eaux résiduaires d'incendie doivent être collectées par un réseau équipé d'un débourbeur-déshuileur dont les performances doivent répondre à la réglementation en vigueur. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé des échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Le rejet direct ou indirect même après épuration des eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 23/10/2024: L'exploitant ne dispose pas de moyens permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Ce constat fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/01/2025 (article 3).</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 27/06/2025: L'exploitant a présenté un obturateur pneumatique permettant d'isoler le réseau d'eau pluviale de son site.</p> <p>Pas de non-respect constaté. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 02/01/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Récolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence ; procède à une évaluation de l'état des structures de la tour de séchage de céréales ainsi que du silo « Godin » afin de prévenir tout risques vis-à-vis de la voie ferrée SNCF « Vendôme - Tours » de transports de voyageurs et de marchandises et définir les mesures à mettre en œuvre pour permettre la réouverture de la voie ferrée précitée, en toute sécurité ; réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrices suivantes : <ul style="list-style-type: none"> sol : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie et à distance croissante sous le panache de fumées pour un incendie ; air : des prélèvements des phases gazeuse et particulaire de l'air ambiant sont réalisés ; eaux d'extinction : prélèvements dans le dispositif de retenue mis en œuvre par le SDIS 37, avant élimination, ainsi que dans le réseau d'eau pluviale ; autres matrices : des prélèvements de végétaux, d'eaux superficielles, d'eaux souterraines, etc., sont réalisés en cas d'usages constatés à proximité du sinistre. <p>II - Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, un point a été fait avec l'exploitant concernant les mesures immédiates conservatoires prescrites par l'arrêt imposant des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire du 24 octobre 2024. Les 3 points imposés par l'article 2 de ce même arrêt ont été réalisés.</p> <p>Point 1: Pendant la phase "en cours", deux camions du SDIS sont restés sur site afin d'assurer une surveillance constante et directe du feu jusqu'à son extinction complète. L'exploitant a mis en place un numéro d'astreinte pour les pompiers pendant la surveillance de la nuit du 23 au 24 octobre 2024. A l'issue le site a été complètement fermé.</p> <p>Point 2: L'exploitant a mandaté un expert structure afin d'évaluer l'état de la tour de séchage et du silo "godin" cela dans le but de prévenir tout risque vis-à-vis de la voie ferrée SNCF "Vendome-Tours". La société DERONDE INGENIERIE s'est rendue sur place le 23/10/2024 avec comme conclusion qu'une sécurisation de la structure est nécessaire.</p> <p>Le 24/10/2024 une entreprise extérieure a procédé au renforcement de la structure par l'extérieur en suivant les préconisations de l'expert structure. L'expert structure a validé les travaux de consolidation.</p>

<p>Une discussion a été engagée avec le CIL (Chef d'Incident Local) de la SNCF + PRÉFECTURE 37 pour convenir des modalités de reprise des trains.</p> <p>Point 3: Le 25/10/2024 la société SOCOTEC est intervenue pour effectuer des prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site ainsi qu'à l'extérieur du site des matrices sol, air, eaux.</p> <p>L'inspection des installations classées a été informée en temps réel de l'avancée de ces points.</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : APMU 37-2024-10-24 - Remise de la fiche incident et du rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les circonstances et la chronologie de l'événement ; • l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ; • les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ; • la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées le 23 octobre 2024. <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une fiche incident ainsi qu'un rapport d'accident qui comportent tous les attendus décrits à l'article 3 de l'arrêté de mesures d'urgence du 24 octobre 2024.</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : APMU 37-2024-10-24 - Remise en service

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la reprise des activités du site est subordonnée à la production des éléments suivants :</p>

- un descriptif des conditions de redémarrage, d'exploitation et de surveillance de l'installation ;
- un état de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2002. En cas d'écart éventuel, celui-ci doit être justifié, consécutivement à l'incendie et assorti de mesures compensatoires dans l'attente de la mise en conformité dont le délai doit être justifié ;
- la justification du bon état des installations (structure, charpente, toiture, installations électriques) et des équipements de sécurité (extincteurs, colonnes sèches) ;
- une mise à jour de l'étude des dangers adaptée à la configuration d'exploitation proposée et justifiant la suffisance et la disponibilité des moyens de protection en cas d'incendie (ressource en eau, désenfumage...) intégrant notamment le scénario présumé de l'accident du 22 octobre 2024

Dans le cas où la reprise s'effectue par étape, avec donc une reprise d'une partie des activités sur une partie du site, les éléments justificatifs concernent l'activité et la partie du site concernée par la reprise.

Constats :

L'exploitant a transmis un descriptif des conditions de redémarrage de l'activité. Le silo 2 est actuellement toujours à l'arrêt. La plateforme extérieure est utilisée pour stocker temporairement du grains (entre des blocs béton en T stomos).

Le séchoir a été entièrement démantelé et son emplacement sécurisé (fosse), le silo "godin" est partiellement démantelé et sécurisé. Une étude pour sa reconstruction est en cours.

Le silo 2 est fonctionnel mais **ne dispose pas de silothermometrie opérationnelle (liaison endommagée lors de l'incendie).**

Sans la mise en place de mesures compensatoires, l'inspection des installations classées interdit son utilisation.

Constat: L'exploitant ne respecte pas le point 9 du paragraphe I.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 29/07/2002.

"La température des produits susceptibles de fermenter doit être contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques. Le relevé des températures doit être périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. "

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires mises en place pour palier au dysfonctionnement du système de sondes thermométriques du silo n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : APMU 37-2024-10-24 - Diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Remise d'un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire

du sinistr
Prescription contrôlée : L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis le 31/10/2024 un rapport sur l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement. Au regard des analyses physico-chimiques contenu dans le rapport, le voisinage n'est pas considéré comme impacté par les effets de l'incendie pour les substances recherchées. Les prélèvements d'eaux hors site ne sont pas particulièrement impactés par les composés recherchés. Les eaux d'extinction se trouvant dans la fosse du silo ont fait l'objet d'une évacuation par une entreprise spécialisée. Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : APMU 37-2024-10-24 - Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans le diagnostic demandé à l'article 5-I a), b) et c). L'exploitant fournit un examen de l'acceptabilité du rejet de ces eaux d'extinction vers les eaux superficielles voisines ou vers le réseau d'assainissement.
Constats : L'exploitant a transmis par mail le 31/10/2024 les résultats des analyses des eaux d'extinction. Ces eaux sont très chargées en hydrocarbures, en hydrocarbures aromatiques polycycliques (cohérent avec des résidus de combustion) et présentent également des traces notables de métaux (chrome). L'exploitant a fait enlever les eaux d'extinction par une société spécialisé le 17/03/2025. Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : APMU 37-2024-10-24 - Gestion des déchets liés au sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets liés au sinistre
Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'accident.

En particulier, l'exploitant doit prendre des précautions particulières concernant les déchets constitués de matériaux contenant de l'amiante y compris l'ensemble des céréales possiblement impactées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite d'inspection que tous les déchets en rapport avec le sinistre ont été enlevés.

L'exploitant indique avoir fait évacuer ces déchets par des sociétés spécialisées.

Un contrôle par sondage des nombreux bordereaux de suivi des déchets a été effectué par l'inspection.

Bordereau de suivi de déchets

N° Bordereau : BSD-20250317-D12279EVX

Producteur ou détenteur du déchet:

RAISON SOCIALE : AGRI NEGOCE

Adresse complète : GARE DE CROTELLES 37110 VILLEDOMER

Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue:

RAISON SOCIALE : SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES ÉMULSIONS POUR L'OUEST (SOTREMO)

Adresse complète : 2 RUE LOUIS BREGUET ZIS 72100 LE MANS

Dénomination du déchet:

Code déchet : 16 10 01*

Dénomination usuelle : Eaux souillées (par des hydrocarbures)

Quantité:

Tonne(s) : 24

Courtier:

RAISON SOCIALE : SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT(SOA)

Adresse complète : 6 RUE NICEPHORE NIEPCE ZA DES COURTILS 41100 VENDOME

Collecteur-Transporteur:

RAISON SOCIALE : CREDILS GASDON

Adresse complète : 21 RUE DU PRESIDENT KENNEDY 44110 CHATEAUBRIANT

Mode de transport : Route

Immatriculation(s) : Gn938ev

Réception par l'installation:

Quantité présentée nette : 23.32 tonne(s)

Date de présentation : 17/03/2025

Réalisation de l'opération:

Code D/R de l'opération : R 5

Mode de traitement : Réutilisation

Description : Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques

Date de l'opération : 19/03/2025

Bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante

N° Bordereau : BSDA-20250106-06YQW3J1X

Producteur ou détenteur du déchet:

Nom (raison sociale) : AGRI NEGOCE

Adresse : GARE DE CROTELLES 37110 VILLEDOMER

Déchets:

Code déchet : 17 06 05*

Code famille : 6

Nom usuel du matériau : DÉBRIS SINISTRES+CEREALES -VILLEDOMER AMI 7047

Consistance : Solide

Quantité en tonnes : 3

Conditionnement:

Big Bag

Nombre:

13

Numéros de scellés :

35631, 35640, 35639, 35632, 35638, 42491,42492, 42493, 42494, 42495, 42496, 42497,42498

Installation de destination:

Nom (raison sociale) : SECHE ECO INDUSTRIES

Adresse : LD LES HETRES 53810 CHANGE

Transporteur:

Nom (raison sociale) : TRANSPORTS GRUE HAUTOIS TESSIER(GHT)

Adresse : ZA LA VALLEE VERTE 53940 LE GENEST-SAINT-ISLE

Date de prise en charge:

12/02/2025

Mode de transport : Route

Immatriculations: fc433rl

Date de présentation et d'acceptation sur site :

17/02/2025

Quantité présentée nette : 7.399 tonne(s)

Réalisation de l'opération:

Code de traitement : D 5

Mode de traitement : Élimination

Date de réalisation : 17/02/2025

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite